



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
Site de Limoges  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 20/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS REVIPLAST**

3 rue Jean Mermoz  
Parc d'activité OCEALIM  
87270 Couzeix

Références : UID872026-029  
Code AIOT : 0006004498

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SAS REVIPLAST implanté 3 rue Jean Mermoz Parc d'activité OCEALIM 87270 Couzeix. L'inspection a été annoncée le 19/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS REVIPLAST
- 3 rue Jean Mermoz Parc d'activité OCEALIM 87270 Couzeix
- Code AIOT : 0006004498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Située dans le parc d'activité OCEALIM à COUZEIX, l'entreprise collecte des chutes de matières plastiques et les broie pour la revente à l'industrie de la plasturgie. Les opérations de broyage s'effectuent les jours ouvrés du lundi au vendredi sur la base de trois cycles journaliers (de 6h00 à 13h00, de 13h00 à 20h00 puis de 20h00 à 3h00). Suite à un dépôt de dossier de porter à connaissance, le site a fait l'objet le 26/12/2022 d'un arrêté préfectoral complémentaire.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2024, article D. 541-361	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
7	Vérification périodique	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
9	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 2.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités autorisées	AP Complémentaire du 21/12/2022, article 2.1	Sans objet
2	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 9.2.4 et 7.1.1	Sans objet
3	Typologie des sites industriels _ Gestion des déchets	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
5	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 01/01/2023, article D. 541-362	Sans objet
6	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 01/01/2022, article D. 541-364	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de l'exploitant certaines justifications concernant des mesures préventives au regard de risques accidentels et chroniques et une régularisation des mesures de maîtrise des poussières dans les locaux de production.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Activités autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/12/2022, article 2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités autorisées			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Liste des installations autorisées			
Rubrique	Désignation de l'activité	Volume d'activité	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971.	Quantité maximale de 25 t/j de déchets broyés	Autorisation
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Volume maximal de stockage des plastiques entrants et broyés susceptible d'être présent dans l'installation : 7 310m <sup>3</sup>	Enregistrement
<b>Le rapport d'inspection de la précédente visite du 12/06/2023 mentionnait :</b>			
<p>Concernant le projet d'augmentation des activités et préalablement à la transmission envisagée d'un porter à connaissance, l'Inspection rappelle la nécessité de s'assurer que la modification n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique au titre du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement. Dans cette hypothèse, le projet devra être l'objet d'un examen obligatoire au cas par cas au regard de la catégorie de projet suivante, mentionnée en annexe de l'article R. 122-2-II :- catégorie 1, installations classées pour la protection de l'environnement, dans la mesure où l'augmentation d'activité projetée dépasse en elle-même un des seuils visé au a) « Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. »</p>			
<b>Constats :</b>			
<p>Malgré une année 2025 que l'exploitant a qualifiée de difficile pour la filière du recyclage plastique en France et en Europe, il a néanmoins confirmé son projet d'augmentation de capacité de production déjà envisagé lors de la précédente inspection. Il a précisé qu'actuellement le site qui fonctionne avec 3 broyeurs (le troisième ayant été mis en service depuis quelques mois) n'est qu'à 50 % de sa capacité de production. L'exploitant prévoit un dépôt de dossier pour le début de l'année 2026 avec l'objectif de solliciter un passage de 25 tonnes/jour à 40 tonnes/jour et une augmentation plus limitée des volumes stockés .</p> <p>Sur la base d'une augmentation de 15 tonnes/j telle qu'envisagée et du seuil de 10t/j</p>			



correspondant au seuil de l'autorisation fixé à la rubrique 2791-1 (dossier initial soumis à évaluation environnementale) le projet relèverait du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

**Ainsi et pour le cas où le dossier démontrerait que la modification n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique, l'exploitant déposera un dossier de demande de modification de son autorisation accompagné d'une demande d'examen au cas par cas.**

L'Inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur l'importance des garanties apportées dans son dossier de demande au regard des émissions sonores. En effet cette demande devra notamment s'appuyer sur des études de bruit réalisées au plus près des conditions de fonctionnement représentatives de l'activité envisagée au regard notamment du nombre et du type d'appareils en fonctionnement simultané et de la nature des plastiques traités.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## **N° 2 : Auto surveillance des niveaux sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 9.2.4 et 7.1.1

**Thème(s) :** Autre, Auto surveillance des niveaux sonores

### **Prescription contrôlée :**

#### **Article 9.2.4**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la délivrance de l'autorisation puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

#### **Article 7.1.1 (article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2022)**

Ces nouvelles conditions d'exploitation donnent lieu à la réalisation d'une nouvelle étude acoustique à réaliser au plus tard le 31 décembre 2022. L'exploitant veille à ce titre à bien considérer les différents facteurs de fonctionnement associés pouvant impacter les émissions sonores (nature des plastiques, épaisseur, taille des éléments, débit de traitement, état d'usure des couteaux du broyeur, etc.). »

**Le rapport d'inspection 27/07/2023 de la précédente visite du 12/06/2023 mentionnait :**

**L'exploitant communique sous un mois à l'Inspection un document justifiant de la réparation effective de la porte sectionnelle et des parois de l'atelier.**

Outre la mise en œuvre des réparations qui tardent, l'inspection a signalé le fait que les précédents rapports acoustiques de 2016 et de 2018 faisaient également apparaître des dépassements et que cette récurrence sur le long terme témoignait d'une faiblesse de l'isolation acoustique du bâtiment. Ainsi, dans le contexte envisagé d'augmentation de la capacité de production, l'Inspection a ainsi attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que le complément d'isolation qu'il envisage devra présenter une efficacité suffisante pour prévenir tout dépassement des seuils réglementaires d'émission.

<p>A cet égard, l'exploitant a transmis le 27 juin 2023, à l'Inspection un document relatif à une offre technique et financière d'étude d'impact acoustique prévisionnelle datée du 26/06/2023 ainsi qu'un devis du 24/02/2023 relatif à la mise en place de cabines ou écrans acoustiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente visite du 16/12/2025 l'exploitant a indiqué avoir fait procéder en août 2024 au renforcement de l'isolation sonore des parois du bâtiment de production par la pose de panneaux acoustiques. Il précise que ces aménagements ont été réalisés sur la base d'une étude préalable et qu'ils ont été suivis d'un contrôle de leur efficacité. Il a ainsi présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un <u>rapport d'étude acoustique<sup>(*)</sup> daté du 07/09/2023</u> (sollicité dans le cadre de travaux d'insonorisation envisagés et d'implantations de nouveaux équipements techniques) qui recommande la mise en place de « panneaux acoustiques isolant et absorbant » ;</li> <li>- un <u>rapport de mesure acoustique daté du 5/11/2024</u> réalisé après les travaux d'insonorisation de l'atelier qui conclut à l'absence de dépassement des seuils réglementaires.</li> </ul> <p><sup>(*)</sup> Ce rapport d'étude s'appuyait notamment sur l'étude acoustique réalisée le 17/02/2023 dont il ressortait deux dépassements des seuils réglementaires</p> <p>« - ZER : Un dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Émergence Réglementée a été constaté en période diurne en ZER2 dû à la détérioration de la porte sectionnelle de l'atelier en façade Nord-Ouest pouvant engendrer des fuites acoustiques en partie basse ;</p> <p>- LP : Un dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété a été constaté en période nocturne en LP3 dû à la détérioration de l'enveloppe de l'atelier en bac acier : présence d'ouverture sur le bac acier engendrant des fuites acoustiques. »</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Typologie des sites industriels \_ Gestion des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Typologie des sites industriels _ Gestion des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I- A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont <u>dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.</u></p> <p>II- A compter du 1er janvier 2022, <u>les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants,</u> afin de <u>s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur,</u> notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p> <p>III- Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé qu'au regard des types de plastique traités sur le site, il ne pensait pas relever initialement de cette réglementation. Ce n'est que suite à la précédente inspection ICPE du 13 juin 2023 qu'il a fait procéder à une évaluation de sa situation au regard de cette</p>

réglementation.

Lors de la présente visite il a communiqué à l'Inspection un rapport d'audit initial réalisé le 22/02/2024 par un organisme certifié, sur la base du décret n° 2021-461 du 16 avril 2021.

L'exploitant a par ailleurs indiqué travailler actuellement avec un prestataire à la mise en place en sortie de site (sur le terrain de Limoges métropole et avec l'accord de cet organisme) d'un dispositif de rétention complémentaire. Il indique également envisager un collecteur mieux adapté au niveau du bassin de rétention des eaux d'incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2024, article D. 541-361

**Thème(s) :** Autre, Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

**Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'**équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.**

Les **zones** de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont **susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération** prévenant leur dissémination dans l'environnement.

Les **équipements et dispositifs** mentionnés aux précédents alinéas **sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.**

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

**Constats :**

L'inspection a pu constater sur site la présence de grilles au niveau des regards d'évacuation. Néanmoins leur conception et positionnement n'assure pas une protection suffisamment efficace.

C'est notamment le cas pour le dispositif de récupération des eaux situé dans l'atelier au niveau des broyeurs (cf. photo et descriptif en annexe confidentielle).

A noter par ailleurs que le dispositif de récupération ferait obstacle à l'évacuation des eaux d'extinction en cas d'incendie et qu'aucune mesure de gestion n'est prévue à cet égard.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection des mesures complémentaires mises en place, avec photos à l'appui, ou prévues sur la base d'un échéancier avec les justificatifs associés (facture, bon de commande...) :

- du dispositif de récupération efficace et adapté aux dimensions des fragments et granulés de plastiques ;
- des mesures associées mises en œuvre pour garantir la bonne évacuation des eaux d'extinction en cas d'incendie (photos en annexe confidentielle) ;
- des dispositifs de rétention complémentaires envisagés en sortie de site et au niveau du bassin

<b>de rétention des eaux incendie, tel qu'évoqué en fin de constats du point 3 ci-dessus.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2023, article D. 541-362
<b>Thème(s) :</b> Autre, Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des <b>procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement</b>. Ces procédures visent à :</p> <p>a) <b>Identifier les zones</b> où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</p> <p>b) <b>Vérifier périodiquement que les emballages</b> utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels <b>sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque</b> de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</p> <p>c) <b>Confiner et ramasser</b> tout granulé de plastique industriel <b>répandu accidentellement dans l'enceinte du site</b> ;</p> <p>d) Procéder <b>régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés</b> au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</p> <p>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du <b>bon état de fonctionnement des équipements</b> et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</p> <p>f) <b>Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage</b>, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</p> <p>g) Réaliser des <b>contrôles internes semestriels de ces procédures</b>. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La personne ressource en charge de la mise en œuvre de ce dispositif n'était pas présente sur le site le jour de l'inspection. Jointe au téléphone par l'exploitant, elle a confirmé la mise en œuvre de ces mesures en citant notamment les éléments qui suivent et qui ont pu être vérifiés lors de la présente inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Affichage sur le plan général du site des emplacements concernés et des grilles mises en place dans chaque regard ;</li> <li>- procédures sur les matériels (achats de big bag neufs) et les équipements à disposition pelles, balais, aspirateurs (positionnement et modalité d'utilisation) ;</li> <li>- registres de vérification menées par les caristes sur les zones de réception et stockage ainsi que les grilles du réseau pluvial extérieur et bassin de rétention des eaux d'incendie (action menées 1 fois par semaine) ;</li> <li>- charte relative aux modalités de chargement / déchargement signée par les chauffeurs ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- fiches de dysfonctionnements (évènement majeurs consignées dans un tableau de suivi intégré au SME) ;</li> <li>- formation annuelle sur le rappel des consignes et procédures en place comprenant (justification des feuilles d'émargement pour les formations des 15/01/2024 et 18/2025);</li> <li>- bac de récupérations identifiés à l'intérieur et extérieur et procédure de récupération des GPI au sol ;</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article D. 541-364
<b>Thème(s) :</b> Autre, Audits des procédures par un organisme accrédité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par « inspections régulières », les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362.</p> <p>Ces <b>audits sont mis en œuvre</b> conformément aux dispositions du présent article, <b>dans un délai de un an</b> à compter de leur mise en œuvre, <b>puis au moins tous les trois ans</b>, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant :</p> <p>Les <b>organismes certificateurs habilités</b> à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.</p> <p>Ces <b>audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité</b> effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa.</p> <p>Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.</p> <p><b>L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit</b>, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué à l'Inspection un rapport d'audit réalisé le 22/02/2024 par un organisme certifié et une attestation de reconnaissance datée du 02/04/2024 valable jusqu'au 1/04/2027.</p> <p>Suite à la présente visite d'inspection, l'exploitant a justifié de la mise en ligne sur son site internet de la synthèse de ce rapport d'audit.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 7 : Vérification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.3.3
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

[...]

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

[...]

<b>Constats :</b>
-------------------

L'inspection a vérifié les derniers rapports :

- de contrôle des installations électriques Q 18, Q 19 (précédente vérification du 19/01/2024) et rapport dit quadriennal datés du 25/01/2025 ;
- de vérification des extincteurs du 24/03/2025 (précédente vérification 22/01/2024).

A noter au niveau du rapport Q19 une recommandation en vue de la réalisation de mesures complémentaires par ultra son au niveau des cellules hautes tensions (non équipées de hublot thermique), que l'exploitant a confirmé avoir pris en compte et engagé des démarches en vue de sa réalisation.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

**L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection de la réalisation des mesures complémentaires pour les éléments signalés non contrôlés dans le rapport Q19 car non équipés de hublots thermiques.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
---

<b>Proposition de délais :</b> 15 jours
---

**N° 8 : Système de détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.2.6
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de détection incendie
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Le bâtiment d'activité est équipé d'un système de détection incendie.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des

installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Outre le suivi régulier des extincteurs visés au point précédent du présent rapport, l'exploitant a justifié du contrôle régulier du dispositif d'évacuation des fumées et a justifié d'une formation régulière de son personnel à la lutte contre l'incendie comprenant notamment les réflexes à adopter et les modalités d'utilisation des dispositifs d'extinction présents sur le site (formation bisannuelle de l'ensemble du personnel du site).</p> <p>Il n'a cependant pas justifié concernant le système de détection incendie des éléments attendus au présent article concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le descriptif et la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ;</li> <li>- la réalisation à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests ;</li> <li>- des compte-rendus de ces tests.</li> </ul> <p>L'exploitant précise avoir engagé des démarches pour modifier le dispositif actuel pour un dispositif de caméras thermiques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection des éléments attendus sus-visés à savoir :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du descriptif et de la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ;</li> <li>- la réalisation à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests ;</li> <li>- des compte-rendus de ces tests.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 9 : Aménagements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le broyage de plastiques grossiers est interdit dans la période allant de 22h00 à 07h00. Seul le broyage de plastiques légers ou pré-traités est autorisé dans ce créneau horaire ;</li> </ul> <p>L'exploitant intègre à ses fiches de production journalières le caractère léger ou non des plastiques broyés sur la base d'un référentiel d'appréciation qu'il établit à cette fin de suivi des émissions sonores.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaque moteur électrique des broyeurs est équipé d'un capteur d'intensité et d'un dispositif d'enregistrement des niveaux d'intensité électrique à une fréquence minimale de 5mn, permettant notamment un traçage des cycles de fonctionnement sur l'ensemble des périodes d'activité de l'entreprise. Ces données seront conservées au minimum trois ans ;</li> </ul> <p>[...]</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a confirmé le maintien sur les broyeurs des dispositifs d'enregistrement sur un mois en lien avec les capteurs d'intensité et du renseignement des fiches de productions. Il indique cependant ne plus procéder, depuis le renforcement de l'isolation phonique du bâtiment, à la vérification systématique des données saisies par les opérateurs et enregistrées sur les moteurs. L'Inspection a pu constater la présence des fiches de production au niveau du local de production mais n'a pas vérifié le respect du non broyage des plastiques grossier dans la période allant de 22h00 à 07h00. L'exploitant a reconnu avoir des difficultés à maintenir un niveau de rigueur optimal de leur renseignement par les opérateurs.</p> <p>L'exploitant précise à cet égard mener une réflexion dans le cadre de son projet en vue de proposer une alternative moins contraignante en terme de saisie et d'enregistrement au regard des dispositions définies à l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral sus-visé.</p> <p>L'Inspection a également pu constater la bonne fermeture de toutes les portes des locaux de production. L'exploitant a par ailleurs indiqué être très vigilant à cet égard et précisé que le personnel gèrait parfaitement cette mesure de maîtrise des émissions sonores.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection de mesures de contrôles garantissant le bon respect de non broyage de plastiques grossiers dans la période allant de 22h00 à 07h00.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 10 : Propreté de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 2.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>L'atelier dispose d'un dispositif de mouillage, de ventilation mécanique ou de tout autre dispositif à même de limiter les poussières en suspension.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente inspection trois broyeurs sont en fonctionnement. Les locaux sont propres et ne présentent pas d'amas de poussières ou d'autres matières. L'Inspection constate cependant une atmosphère relativement poussiéreuse dans l'atelier et note l'absence de dispositif de mouillage et/ou de ventilation du local.</p> <p>L'exploitant reconnaît ne pas avoir pris de mesures complémentaires concernant la réduction des</p>



poussières en suspension.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection des mesures qu'il envisage de mettre en œuvre dans un délai de 6 mois, afin de maîtriser et limiter les poussières en suspension dans les locaux de production.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois